

CNCD ORAN

Un meeting sous haute surveillance policière

Très tôt dans la matinée d'hier, il y a eu à l'extérieur de la salle Es Saâda, où devait se tenir le meeting de la CNCD Oran, une présence spectaculaire des services de sécurité, mais également à l'intérieur. Ils étaient en civil, mais facilement repérables.

Des tentatives des services de sécurité de prendre en photo les participants, les filmer et enregistrer toutes les interventions ont échoué face au refus des membres de la CNCD Oran qui ont exigé que le caméraman des services de sécurité retire sa caméra déjà en place. Dès lors, ces derniers ont opté pour une surveillance plus «discrète», tout en continuant à filmer et à prendre des photos. Ce qui n'a pas empêché le meeting d'avoir lieu.

Autre incident vite maîtrisé par les organisateurs, l'arrivée de l'équipe de l'ENTV, qui fut de suite «chassée» par l'assistance qui scandait d'une même voix «l'ENTV dehors, l'ENTV manipule les images et est sous les ordres du pouvoir, nous n'en voulons pas !».

Comme pressenti par les membres de la CNCD Oran, l'horaire imposé par l'administration locale pour la tenue du meeting a retardé le début de la rencontre. L'un des organisateurs dira, à ce propos : «Les citoyens avaient reçu comme info de notre part que le meeting débutera à 10 heures et non pas à 9 heures, un jour de repos. L'administration a voulu, par ce geste, dire que nous n'arrivons pas à mobiliser ce monde. A cela, je dirai que nous soyons nombreux ou non, ceci ne freinera pas notre élan, car nous sommes plus motivés que jamais pour continuer ce combat pacifique.»

C'est aux environs de 10 heures que les citoyens ont commencé à affluer vers la salle et que le meeting a pu commencé, tout d'abord, avec l'intervention de Kaddour Chouicha, enseignant, syndicaliste au Snapap et membre de la LADH, qui expliquera à l'assistance ce qu'est la Coordination nationale pour le changement et la démocratie. «Ici en Algérie, nous avons pris l'habitude d'être spectateur de tout mouvement social qui n'a d'autre moyen de s'exprimer que les

émeutes. Puis face au nouveau phénomène de la hargha (émigration clandestine), nous avons continué à adopter cette attitude, justifiant cela par l'envie de ces personnes de vouloir coûte que coûte quitter le pays. Enfin, et fait plus grave auquel nous assistons ces jours-ci, l'immolation par le feu, d'où voir les choses arrivées à ce stade de la révolte fatale, il était plus que temps de réagir. C'est dans ce climat d'émeutes et de révolte citoyenne que fut créée la CNCD.»

L'autre intervention, qui se voulait une rétrospective de la date et des raisons ayant amené à l'instauration de l'état d'urgence et tout ce

que cela a engendré comme restriction de libertés, fut celle de Messaoud Babadji, enseignant et membre de la LADH. Il expliquera à l'assistance que la durée légale de cet état d'urgence a expiré il y a des années, «seulement, les gens au pouvoir le maintiennent pour avoir toujours le contrôle sur toutes les libertés. Dès lors, le peuple qui n'a pas d'autre moyen d'expression se révolte par les émeutes. Ce n'est pas le peuple qui est dans le tort, mais c'est bien le système qui a maintenu en toute illégalité cet état d'urgence hors-la-loi.»

Parmi les animateurs de ce meeting, trois jeunes qui ont choisi de prendre la parole et de s'exprimer, comme ils le disent, avec le langage des jeunes. Ainsi, M. Hamadi dira : «Ce sont eux qui nous ont affamés pour que nous ne parlions que de nourriture. Nous voulons que ce

système change, nous ne voulons plus de ces mêmes personnes qui nous gouvernent depuis que nous sommes venus au monde. Je dirais à ceux qui étaient venus chahuter notre rassemblement du 12 février, en scandant «vive Bouteflika». «Vous vous gavez de lentilles et vous osez dire que tout va bien ?! Moi j'aimerais ne plus voir de vieux dès 4 heures du matin attendre devant les bureaux de poste pour retirer leur maigre pension, ne plus devoir payer des pots-de-vin pour des documents administratifs, j'aimerais avoir un travail stable...»

M^{lle} Meriem, une autre animatrice du meeting, étudiante, dira à son tour : «Nous les jeunes, nous ne voulons plus être les victimes de la répression.» Pour sa part, Nabila dira : «Je veux contribuer au changement dans mon pays, je ne veux pas émigrer parce qu'on me prive

de mes droits, des droits qu'on peut reprendre grâce à notre lutte pacifique.»

Les interventions dans la salle étaient très nombreuses, même un peu trop nombreuses, pour une tranche horaire bien limitée, puisque l'administration a exigé des organisateurs d'évacuer la salle à midi, ce qui fut fait.

Durant ce meeting, tout le monde s'est accordé à appeler à l'union autour des revendications d'ensemble au lieu d'être dispersés dans la lutte. «Il faut qu'on réoccupe l'espace public, et seule l'union fera la force de ce peuple pour qu'il oblige ce système hors-la-loi à déga-ger !» Les membres de la CNCD Oran prévoient d'autres actions sur le terrain, toujours, disent-ils, de «manière pacifique mais plus déterminée que jamais».

Amel B.

DISPOSITIF SÉCURITAIRE

La police change de stratégie

La Sûreté nationale a renforcé son dispositif pour encadrer la manifestation organisée, hier, par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie. Une nouvelle stratégie a été appliquée par les policiers pour mater les citoyens qui souhaitaient marcher.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La police a, de nouveau, mis en œuvre des moyens impressionnants pour mater la marche à laquelle a appelé, hier, la Coordination nationale pour le changement et la démocratie. Les effectifs déployés dans le quartier du 1^{er}-Mai seraient bien plus importants que ceux de la semaine dernière. On évoque le chiffre de 40 000 policiers contre 30 000 lors de la marche du 12 février. Les éléments des Unités républicaines de sécurité (URS), armés de matraques et de boucliers, ont pris position dans les points stratégiques du quartier, dès les premières heures de la matinée. L'objectif de ce quadrillage étant de pouvoir contrôler le flux des passants et de canaliser les citoyens venus participer à la marche. Ces derniers sont dirigés vers les ruelles qui ceignent l'immeuble du 9^e

Groupe et celles qui mènent à la rue Mohamed-Belouizdad, au niveau du ministère de la Jeunesse et des Sports. L'herméticité du dispositif ne permettra à aucun manifestant de sortir de ce périmètre. Mais contrairement à samedi dernier, les policiers n'ont pas procédé à des interpellations massives. Il semblerait qu'ils aient reçu des «instructions» afin de ne pas arrêter les marcheurs. Les policières, particulièrement actives la semaine dernière, sont restées en retrait. Mais ce semblant de «retenue» n'a pas empêché les policiers des URS de charger les manifestants. Une violence dont seront victimes plusieurs personnes, notamment Tahar Besbes. Grièvement touché à la tête, le député du RCD souffrirait d'un traumatisme crânien.

T. H.



Photo : Samir Sid

Les Algériens de France, plus que jamais mobilisés

Comme à Alger, les Algériens en France ont répondu par deux rassemblements à Paris : l'un le vendredi en fin de journée (18h30) à l'appel du Collectif d'Algérien(ne)s de soutien à la lutte en Algérie pour le changement et la démocratie et le second, hier, samedi à 14h à la place de la République, à l'appel de la Coordination France de la CNCD. Des fissures semblent cependant traverser le collectif qui déclare très officiellement se démarquer de la Coordination nationale.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Alors que la Coordination France de la CNCD se situe, comme elle l'a déclaré, «dans la continuité des combats qui se mènent à l'intérieur du pays par la Coordination nationale» en guise d'ouverture de la rencontre de vendredi, celle du collectif, le cadre a été très vite planté : «Nous ne sommes pas l'émanation de la Coordination nationale d'Algérie. Nous ne sommes ni un tremplin ni un soutien des partis. Nous ne sommes pas pour la récupération et nous soutenons le peuple algérien. Il y a beaucoup de gens qui veulent se mettre en avant.» De qui émanent ces propos qui ont jeté un froid au sein de beaucoup de parti-

cipants qui croyaient pourtant en ce collectif dont nous soulignons la jeunesse et la diversité de sa composition, porteuse de beaucoup d'espoirs ?

En l'occurrence, ce sont ceux de Nacereddine Yous, à qui a été confiée l'animation de la première partie du rassemblement de ce vendredi et qui, est-il besoin de le rappeler, a commis, après les massacres de Bentalha qui avaient fait 417 victimes, un livre chez l'éditeur spécialiste du «qui-tue-qui ?» la Découverte, pour ne pas le nommer, intitulé *Qui a tiré à Bentalha ?* Il n'y a pas donc à s'étonner de ces propos, sauf à s'interroger sur la viabilité de ce collectif qui fait de Yous son porte-parole, alors que nous avons eu à voir, tout au long de ces 15 derniers jours et au sein

même de ce collectif, des associations ou simples citoyens conscients que cette étape dans la résistance et dans la lutte exige d'abord et avant tout de poursuivre dans le dépassement des clivages et de continuer d'approfondir et de fédérer sur un minimum commun à tous ceux qui exigent la fin de ce système. C'est justement la lutte contre ce système, contre «la hogra et pour la justice sociale» «contre la répression» et «pour un changement radical» qui était pourtant portée par les participants.

Autre regret : une des animatrices qui affirmait que certains journaux de la presse nationale ont dit que le rassemblement du 12 février de ce collectif aurait été organisé par des partis étrangers. Or, une de nos consœurs avait souligné dans sa couverture de l'événement le seul fait que le collectif avait ouvert la participation à son rassemblement à «des associations ou partis solidaires des luttes du peuple algérien». Du factuel sans aucun commentaire de la consœur.

Etrange raccourci de l'intervenante sauf à penser que le collectif n'assumait plus l'appel aux amis

français pour soutenir ses actions, ce qui serait étonnant. A la décharge de cette même intervenante, militante de longue date pour la démocratie et dont on ne comprenait pas l'attaque en règle contre notre presse qui couvre sans parti pris tous les rassemblements, l'appel qu'elle a fait en faveur du rassemblement du lendemain organisé par ceux-là mêmes que qualifiait Yous de «récupérateurs». Justement à ce deuxième rassemblement à la place de la République, auquel avait appelé la Coordination France de la CNCD, il faut noter : d'abord la très forte mobilisation qui a fait converger sur cette place de très nombreux Algériens, et ce, malgré l'intense et forte pluie et le froid glacial.

La deuxième précision d'importance est que jeunes et vieux ont répondu à l'appel, y compris certains de ceux qui y étaient déjà la veille au rassemblement du collectif. Le noter est important pour la simple raison que cela augure, peut-être, de ce retour au minimum commun qui rassemble en cette étape cruciale que vit le pays. Comme pour le rassemblement du 12 février, les animateurs ont régu-

lièrement informé de ce qui se passait à Alger, de l'extraordinaire dispositif anti-émeutes mis en place à Alger et dans sa périphérie pour empêcher la marche et des arrestations et violences perpétrées sur un député RCD et sur un militant du Snapap. A toutes ces informations, la foule répondait par «Bouteflika dégage», «A bas le système», «Pouvoir assassin» ou encore «Bouteflika t'es foutu, l'Algérie est dans la rue».

Avant d'appeler à la dispersion des manifestants, les organisateurs ont salué la présence de citoyens marocains, égyptiens et tunisiens et ont rendu hommage au peuple libyen qui résiste courageusement aux massacres perpétrés dans les rues de Benghazi, de Tripoli et d'autres villes libyennes.

Enfin, le courage de la centrale syndicale SGT a été relevé par un des animateurs du rassemblement qui faisait référence au communiqué de la centrale syndicale qui a soutenu officiellement le peuple algérien, contrairement à la direction de l'UGTA, qui ne pipe mot de ce qui se passe dans son propre pays.

K. B.-A.